EXTRAIT DU REGISTRE
Des délibérations du Conseil Municipal
De la Commune de NOUSSEVILLER-ST.NABOR

SEANCE DU 29 JANVIER 2021

Nombre de Conseillers en fonction : 15

Membres présents : MICHELS Grégory, SCHUSTER Sabine, SCHLIENGER Gilles, RISSE Pamela, WAGNER Jérôme, WACK Anne, ZIMMERMANN Sébastien, MICHELS Anais, KARMANN Raymonde, KLEIN Michael, BERNARD Caroline, MATTIUZZO Jérémie, HEHN Jean Philippe.

Membres absents excusés : WEBER David, JUNG Carole.

1/PARTICIPATION COOPERATIVES SCOLAIRES – ANNEE 2020/2021.

Suite à la proposition du Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de reconduire pour l'année scolaire 2020/2021, l'aide financière aux écoles maternelle et élémentaire de la commune.

La dotation annuelle est fixée à 10,00 € (dix euros) par élèves pour l'organisation de loisirs et d'excursions scolaires.

Le Conseil Municipal autorise le Maire à émettre les mandats correspondants.

2/REVISION DU PLU.

Vu la prise en compte des politiques publiques adaptées aux enjeux de développement durable ; le cas échéant, mise en compatibilité avec le SCoT du Val de Rosselle. Il est nécessaire d'envisager une révision du PLU.

CONSIDERANT

- le plan local d'urbanisme tel qu'il a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 11/06/1993 modifié le 22/09/2000 et révisé le 29/04/2005 ;

- qu'il y a lieu de le mettre en révision, conformément à l'article L.153-31 du code de l'urbanisme;

- qu'il y a lieu de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, conformément aux articles L.153-11 et L.103-3 du code de l'urbanisme;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1- de prescrire la révision du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions de l'article L.153-11 du code de l'urbanisme ;

2- de préciser les objectifs poursuivis :

- Etre compatible avec les règles du SCoT : de ne pas être contraire aux principes fondamentaux et orientations du SCoT.

- Etre en conformité avec le SCoT : les dispositions du document d'urbanisme communal devront être strictement identiques à celles du SCoT.

3- pour mener à bien la concertation prévue aux articles L.103-2 à L.103-4 du code de l'urbanisme, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par :

- mise à disposition du public, pendant toute la phase de concertation, des éléments d'études au fur et à mesure de leur avancement, sur le site internet de la commune et en mairie ;

- distribution de courrier;
- ouverture d'un registre en mairie pour y consigner les observations ;
- observations du public par courrier ou courriel ;
- parution dans la presse ;
- réunion publique ;
- bulletin municipal ;
- exposition ;
- panneaux d'information ;
- site internet de la commune ;
- chaîne locale de TV ;
- etc...

4- que la révision du plan local d'urbanisme sera élaborée, conformément à l'article L.153-8 du code de l'urbanisme, en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre ;

5- que les services de l'État seront associés à l'élaboration du projet de révision du PLU, conformément à l'article L.132-10 du code de l'urbanisme, soit à la demande du Préfet, soit à l'initiative du Maire ;

6- que les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, conformément à l'article L.132-11 du code de l'urbanisme, ainsi que les personnes visées aux articles L.132-12 et L.132-13 du code de l'urbanisme, seront consultées à leur demande au cours de l'élaboration du projet de révision du PLU ;

7- que le Conseil Départemental sera associé à la révision du PLU et de solliciter auprès de lui la subvention afférente ;

8a- de charger le cabinet d'urbanisme ECOLOR de Fénétrange de la réalisation de la révision du PLU,

9- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la révision du PLU ;

10- de solliciter de l'État conformément à l'article L.132-15 du code de l'urbanisme et au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983 qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision ;

11- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrits en section d'investissement au budget de l'exercice considéré.

Conformément aux articles L.132-11 et L.153-11 du code de l'urbanisme, les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme recevront notification de la présente délibération :

- le Préfet;
- les Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ;
- le Président de l'établissement public en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;
- le Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports;
- le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat;
- les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;

Conformément à l'article R.113-1 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera adressée, pour information, au centre national de la propriété forestière.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en Mairie durant un mois;
- d'une mention dans un journal diffusé dans le département;

3/SUPPRESSION ET CREATION DE POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE A TEMPS NON COMPLET.

Le Maire informe le Conseil Municipal de la modification du poste d'agent technique à temps non complet de 23h31 à un poste à temps non complet de 20h hebdomadaires.

Considérant la saisine et l'avis favorable du Comité technique en date du 13 novembre 2020.

Le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité,

- La suppression du poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 23h31 et la création de poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 20h hebdomadaires.
- Autorise le Maire à établir l'arrêté correspondant.

4/DECOMPTE USCNC 2020-2021 REPAS DE LA STE BARBE 2020.

L'examen des frais engagés par l'Union Sportive et Culturelle de Nousseviller-Cadenbronn, concernant l'organisation des repas de la Sainte Barbe du 06 décembre 2020, laisse apparaître un excédent de 5.850,00 € en faveur de l'USCNC.

Le Conseil Municipal, décide, à l'unanimité :

- De reverser à l'U.S.C.N.C. la participation de 5.850 € pour la prise en charge des repas.
- D'autoriser le Maire à émettre le mandat correspondant et d'inscrire la dépense au Budget Primitif 2021.